

Unité départementale de Seine-Saint-Denis
7 esplanade Jean Moulin
BP189
93003 Bobigny

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/12/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CHIMIREC Aulnay

4 rue Pierre Fixot
93600 Aulnay-Sous-Bois

Code AIOT : 0006523200

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/12/2025 dans l'établissement CHIMIREC Aulnay implanté 4 rue Pierre Fixot 93600 Aulnay-sous-Bois. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La présente inspection s'inscrit dans le cadre d'une action régionale de la DRIEAT, en vue de tester la bonne application des plans d'urgence lorsqu'un accident ou incident se produit. Il s'agit d'une inspection inopinée.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CHIMIREC Aulnay
- 4 rue Pierre Fixot 93600 Aulnay-sous-Bois
- Code AIOT : 0006523200
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site Chimirec d'Aulnay regroupe, trie et traite des déchets dangereux et non-dangereux. Il héberge les activités auparavant exploitées sur le site historique de Dugny, aujourd'hui à l'arrêt.

L'effectif sur le site est de 124 salariés.

Les activités sont autorisées par l'arrêté préfectoral n° 2023-0744 du 30 mars 2023.

Thèmes de l'inspection :

- AR – 3 : exercice POI inopiné
- Plans d'urgence

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|--|---|--|-----------------------|
| 1 | Plan de défense contre l'incendie | Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5 | Sans suite | - |
| 2 | Organisation de la lutte contre l'incendie | Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5 | Demande d'action corrective | 3 mois |
| 3 | Contenu du plan de défense contre l'incendie | Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5 | Demande d'action corrective | 3 mois |
| 4 | Maîtrise des sinistres | Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 6 | Demande de justificatif à l'exploitant | 3 mois |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a transmis à l'inspection en amont de la visite inopinée son plan de défense contre l'incendie (PDI), dans sa version de septembre 2025.

D'une manière générale, le personnel a su s'adapter au scénario, utiliser les moyens d'extinction mis à sa disposition, et réagir suite au déclenchement de l'alarme, malgré le caractère inopiné de l'exercice. La levée de doutes et l'évacuation du personnel se sont bien déroulées. D'un point de vue matériel, l'extincteur et le PIA utilisés fonctionnaient. L'alarme a retenti. Le déclenchement de l'alarme a provoqué la fermeture automatique de la porte coupe-feu de la cellule et l'utilisation du PIA a mis en route le système incendie et provoqué la fermeture des vannes martellières (isolement du réseau des effluents aqueux). Quelques axes d'amélioration ont cependant été identifiés par l'inspection des installations classées, faisant l'objet de demandes d'actions correctives ou de justificatifs. Il est également demandé à l'exploitant de compléter son PDI.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan de défense contre l'incendie

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5 |
| Thème(s) : Actions régionales, Plan de défense contre l'incendie |
| Prescription contrôlée : Plan de défense contre l'incendie. L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense contre l'incendie. Lorsque l'installation dispose d'un plan d'opération interne, le plan de défense contre l'incendie est intégré à celui-ci. |
| Constats : L'arrêté préfectoral d'autorisation ne prévoit pas de POI. Le code de l'environnement n'impose pas ce document à l'exploitant, le site n'ayant pas le statut Seveso. L'exploitant a transmis à l'inspection en amont de la visite inopinée son plan de défense contre l'incendie (PDI), dans sa version de septembre 2025. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 2 : Organisation de la défense contre l'incendie

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5 |
| Thème(s) : Actions régionales, Plan de défense contre l'incendie |
| Prescription contrôlée : Plan de défense contre l'incendie. [...] Le plan de défense contre l'incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours, et sont mis à disposition à l'entrée du site. Il comprend au minimum : <ul style="list-style-type: none">- les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener par l'exploitant à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes à prévenir) ;- l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;- les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues pour dégager avant l'arrivée des services de secours les accès, les voies engins, les aires de mise en station, les aires de stationnement ;- les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées, y compris, le cas échéant, les consignes précises pour leur permettre d'accéder à tous les lieux et les mesures nécessaires pour qu'ils n'aient pas à forcer l'accès aux installations en cas de sinistre ; [...] |

Constats :

Le plan de défense contre l'incendie comporte la majorité des points évoqués dans la prescription. Ce document nécessite néanmoins d'être complété.

Quant au scénario de l'exercice PDI, objet du présent rapport, il a été défini comme suit par l'inspection (La main courante de l'exercice est en pièce jointe du présent rapport) :

Mardi 16 décembre 2025, vers 15H00, un opérateur constate un départ de feu dans la zone de stockage des matières plastiques (zone C).

L'inspection s'est donc rendue avec le directeur et deux de ses collaborateurs dans la zone C.

Un opérateur présent a été informé de l'exercice et du scénario. Une benne métallique de stockage de plastiques déchetés a été désignée comme étant le siège du départ de feu.

Il a été demandé à l'opérateur comment il devait réagir face à un tel départ de feu.

Celui-ci a pris un extincteur et a projeté le produit en direction du supposé incendie. Au bout de quelques minutes, l'inspection lui a précisé que cette manœuvre ne suffisait pas.

Le responsable de prévention des risques lui a donc demandé d'utiliser un PIA (Poteau Incendie Armé).

L'opérateur a donc utilisé le PIA pour projeter de l'eau en direction de la benne de stockage.

Ensuite, il a été décidé de déclencher manuellement l'alarme, l'opérateur n'ayant pas eu ce réflexe en première intention. Cependant, d'après l'exploitant, celle-ci est censée se déclencher automatiquement en temps réel, suite à la détection par les caméras infrarouges.

L'alarme a retenti et la porte coupe-feu permettant d'isoler la cellule du reste du bâtiment s'est fermée automatiquement.

Deux équipiers de seconde intervention sont arrivés quelques minutes plus tard dont un pour effectuer la levée de doute et un autre en tant que serre-file.

Le PDI précise que les équipiers chargés de la levée de doute doivent d'abord consulter la centrale d'alarme pour identifier le lieu de déclenchement.

La centrale est située dans les locaux des bureaux des managers. Donc ce sont eux qui réalisent la levée de doutes pendant les heures ouvrées.

Le responsable de prévention des risques a estimé que les ESI (Équipiers de Seconde Intervention) auraient dû arriver un peu plus rapidement sur les lieux.

A leur arrivée, l'inspection leur a donc confirmé qu'il s'agissait d'un exercice et que l'incendie n'avait pas pu être éteint malgré l'utilisation d'un extincteur et du PIA.

L'un des deux ESI a donc appelé les pompiers, en leur précisant qu'un feu était en cours sur le site de Chimirec, et en leur rappelant l'adresse du site. Les pompiers avaient été informés quelques minutes avant du déroulement d'un exercice.

L'inspection a constaté ensuite que de nombreuses personnes du site avaient été évacuées et attendaient au niveau d'un des deux points de rassemblement. L'inspection ne s'est rendue qu'à l'un des deux points de rassemblement. Certaines personnes avaient enfilé leur brassard de guide-fil ou serre-file.

Seul le personnel présent en zone de production doit être évacué en principe. En effet, conformément au PDI, l'exploitant a précisé qu'il y avait une alarme séparée pour l'évacuation du bâtiment administratif. D'après le PDI, les personnes du bâtiment administratif pourraient dans un second temps être évacuées et prévenues par le déclenchement de l'alarme dans ce bâtiment, si l'importance de l'évènement le justifiait.

Une personne « serre-file » a précisé avoir réalisé un comptage et une reconnaissance des personnes au point de rassemblement.

Cependant, la liste exhaustive de toutes les personnes présentes en temps réel dans la zone de production reste difficile à établir.

Par exemple, les opérateurs oublient parfois de badger ou ils peuvent être absents pour raison injustifiée. D'autre part, les personnes extérieures doivent en principe s'enregistrer à l'accueil, mais celles-ci peuvent aller ensuite en zone de production. La position de la personne extérieure sur le site au moment de l'évacuation est difficile à connaître, bien qu'elle soit en principe accompagnée par au moins une personne de l'entreprise.

Le jour de l'exercice, les pompiers sont informés qu'ils n'ont pas à se déplacer car il s'agit d'un exercice. Cependant, en cas de réel incendie, une personne présente à l'extérieur doit les accueillir.

D'ailleurs, l'exploitant a précisé qu'une boîte pour les pompiers était mise à disposition, à l'une des deux entrées. Celle-ci comprendrait à minima des plans et un état des stocks, mais ne contiendrait pas le PDI.

Des camions sont également entrés sur le site alors que le portail aurait dû rester fermé. Or, un transporteur de la société Chimirec les a fait rentrer avec son badge.

Le responsable de la prévention des risques précise que seule la direction et la BSPP peuvent juger de la nécessité de prévenir les services de l'aviation civile. Cependant, le PDI ne comprend pas la liste des interlocuteurs internes et externes à prévenir.

Enfin, les vannes martellières d'isolement du réseau se sont fermées automatiquement.

Le réarmement des moyens de lutte contre l'incendie et de la centrale a été réalisé à la fin de l'exercice.

L'inspection s'est également rendue à la centrale et s'est entretenue avec le salarié de l'entreprise qui assurait l'astreinte ce jour-là. Celui-ci a bien reçu l'information de la télésurveillance lorsque l'alarme s'est déclenchée.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Le PDI nécessite d'être complété au regard de la prescription de l'article 5 de l'arrêté ministériel du 22/12/2023.

Le PDI doit notamment comporter la liste des interlocuteurs internes et externes à contacter avec leurs coordonnées respectives.

Pour la DRIEAT, en cas d'incident/accident, prévenir systématiquement le Service Risques Installations Classées du 93 par courriel ou par téléphone.

En dehors des heures ouvrées :

- si l'évènement est terminé ou totalement maîtrisé, envoyer un mail au SRIC ;

- si l'événement accidentel est en cours et relève des situations d'urgence de votre POI, contacter l'astreinte direction de la DRIEAT par téléphone (après les services d'urgence)."

L'usage du numéro d'astreinte doit être limité aux situations d'urgence.

Par ailleurs, il est demandé à l'exploitant d'installer une boîte pour les pompiers aux deux entrées possibles du site, et d'y déposer au moins le PDI.

Quelques axes d'amélioration ont également été identifiés.

- L'inspection recommande à l'exploitant de réunir tous les participants de l'exercice PDI pour leur rappeler les consignes.

En effet, l'opérateur qui est intervenu sur le lieu du présumé incendie n'a pas eu le réflexe de déclencher l'alarme incendie en premier lieu. D'autre part, lors de l'exercice, le responsable de prévention des risques lui a demandé d'intervenir de suite avec un extincteur, puis d'utiliser un PIA. A contrario, le PDI prévoit que 2 personnes au minimum doivent être présentes pour attaquer un départ de feu et qu'un Équipier de première Intervention (EPI) n'est pas habilité à utiliser un PIA (l'opérateur n'était pas un ESI). L'exploitant confirmera ces éléments ou les corrigera sur le PDI.

Ensuite, le responsable de prévention des risques a considéré que les personnes chargées de la levée de doute étaient arrivées un peu tard, en raison du fait que le serre-file aurait dû évacuer certaines personnes avant. Une réflexion pourrait donc également être menée sur la répartition des rôles de chacun lors d'un incident de ce type.

De plus, un transporteur de chez Chimirec a laissé entrer les poids-lourds qui attendaient à l'extérieur, alors qu'il n'est en principe pas autorisé à le faire.

Par ailleurs, d'après le PDI, les pompiers doivent être informés de l'adresse du site, de la localisation du feu, de sa nature, des moyens mis en œuvre pour l'extinction, et des personnes éventuellement impactées. Et compte tenu du fait qu'il y a deux accès possibles, la personne chargée de l'appel des pompiers pourrait leur fournir des indications efficaces pour qu'ils rejoignent le bon accès (l'accès le plus proche géographiquement de l'incident ou le plus pertinent au regard de la direction des vents). Il pourrait aussi être judicieux de prévoir dans les modalités d'accueil des pompiers qu'une personne soit présente à chacune des deux entrées.

- Lors de l'activation des déclencheurs manuels, le personnel a reçu l'information de la télésurveillance avec un code d'identification mais la liste des codes placés près de la centrale ne permet pas de localiser les déclencheurs manuels. **Il est demandé à l'exploitant de préciser par quel moyen le personnel a été informé du lieu de l'accident et d'actualiser les dispositions du PDI le cas échéant.**

- L'exploitant devra mettre en place une méthodologie permettant d'établir un recensement le plus exhaustif possible des personnes pour s'assurer que l'ensemble des personnes présentes sur le site a bien évacué.

Il est demandé à l'exploitant, suite à ce retour d'expérience, d'intégrer le cas échéant les nouvelles consignes dans le PDI, et de transmettre aux pompiers et à l'inspection des installations classées la dernière version remise à jour.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Contenu du plan de défense contre l'incendie

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5 |
| Thème(s) : Contenu du plan de défense contre l'incendie |
| Prescription contrôlée : Plan de défense contre l'incendie. Il comprend au minimum : <ul style="list-style-type: none">- le plan de situation décrivant schématiquement les réseaux d'alimentation, la localisation et l'alimentation des différents points d'eau, l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise d'un incendie ;- le plan de situation des réseaux de collecte, des égouts, des bassins de rétention éventuels, avec mention des ouvrages permettant leur sectorisation ou leur isolement en cas de sinistre et, le cas échéant, des modalités de leur manœuvre ;- le plan d'implantation des moyens automatiques de protection contre l'incendie avec une description sommaire de leur fonctionnement opérationnel et leur attestation de conformité ;- les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité et l'état des matières stockées prévu par l'article 49 de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé sont tenus à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler ;- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant l'arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;- les plans de l'installation précisant l'emplacement des bâtiments, des entreposages extérieurs, des îlots et petits îlots, des zones de réception de déchets, des zones de stockage temporaire, des zones d'entreposage tampon, des zones d'immersion, des zones susceptibles de contenir des déchets, des silos et cuves fermés et fixes. |
| Constats : Le plan de défense contre l'incendie comporte l'ensemble les différents plans évoqués dans la prescription. Leur lisibilité est cependant relativement réduite compte tenu du format (A4). D'autre part, l'inspection rappelle que l'exploitant a précisé qu'une boîte pour les pompiers était mise à disposition à l'une des deux entrées au moins. Celle-ci comprendrait a minima des plans et un état des stocks. Cependant, les modalités de mise à disposition des fiches de données de sécurité et de l'état des stocks ne figurent pas dans le PDI. |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de compléter son PDI en précisant les modalités d'accès aux fiches de données de sécurité et à l'état des stocks. Enfin, l'inspection recommande à l'exploitant de disposer de plans un peu plus grands pour les boîtes pompiers. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 1 mois |

N° 4 : Maîtrise des sinistres

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 6 |
| Thème(s) : Actions régionales, Maîtrise des sinistres |
| Prescription contrôlée : L'installation est dotée d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours. En cas d'incendie, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour assurer la sécurité des personnes et met en œuvre les actions prévues par le plan de défense d'incendie, ainsi que les autres actions prévues par son plan d'opération interne lorsqu'il existe. Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie. Pour les installations existantes, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie au plus tard le 1er juillet 2024. Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et des services de secours pendant au moins cinq ans. [...] |
| Constats : Cette prescription est rappelée à l'exploitant pour information. A l'issue de l'inspection, il a été convenu que l'exploitant rédige également un compte rendu de cet exercice. |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est rappelé à l'exploitant de rédiger un compte rendu suite à cet exercice PDI inopiné et de le transmettre à l'inspection des installations classées. L'exploitant doit également fournir le compte rendu des exercices précédents (normalement au moins un exercice réalisé depuis la mise en service des installations). |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant |
| Proposition de délais : 3 mois |

Annexe : Main courante de l'exercice PDI

| Heure | Lieu de l'exercice | Observations | Reste du site |
|----------------|--|---|---|
| 15h07 | Départ de feu (fictif) dans une benne de la zone C. Un opérateur présent dans l'atelier intervient et tente d'éteindre l'incendie avec un extincteur. | L'opérateur rencontre quelques difficultés dans l'activation de l'extincteur (au final, l'extincteur est activé avec les conseils du responsable sécurité présent pour organiser l'exercice). | |
| 15h10 | L'inspection indique à l'opérateur que l'action ne permet pas d'éteindre le feu (de fait le jet de l'extincteur n'atteint pas le haut de la benne). L'opérateur décide de dérouler le PIA et de le mettre en route. | Le responsable de prévention des risques avait préalablement retiré la canne d'alimentation en émulseur en prévision de l'utilisation du PIA. | La mise en route du PIA déclenche les pompes du système incendie et l'isolement du réseau. |
| 15h12 | Du fait de la présence des détecteurs de flammes infrarouges, l'incendie aurait dû déclencher l'alarme. Pour simuler la détection de flamme, le déclencheur manuel est activé. L'alarme se déclenche et les portes coupe-feu se ferment. | D'après le responsable de la sécurité incendie, en situation réelle, la détection interviendrait dès les premières minutes de l'incendie. L'opérateur évacue. | Le déclenchement de l'alerte provoque le début de l'évacuation du personnel. Le prestataire de télésurveillance envoie un message pour indiquer l'actionnement du déclencheur manuel avec un code correspondant à l'identification du déclencheur. |
| 15h17 | L'alarme sonore s'arrête (temporisation). | | Le personnel se regroupe sur les 2 points de rassemblement. |
| 15h20 | Arrivée du serre-file et d'un agent chargé de la levée de doute (ESI). | | |
| 15h22 | Les agents confirment que l'incendie n'est pas maîtrisable. Appel des pompiers par l'agent chargé de la levée de doute. | L'appel aux secours est réalisé en réel. La BSPP a été prévenue au préalable de la tenue d'un exercice. | |
| Fin d'exercice | | | Deux camions sont bloqués à l'entrée du site mais réussissent à rentrer suite à l'arrivée d'un véhicule Chimirec disposant d'un badge. |